



European
Federation of
Journalists



Journalistes, nous nous déclarons solidaires de nos collègues de Gaza

Les bombardements israéliens sur la bande de Gaza ont tué près de deux cents journalistes palestiniens en dix-huit mois. Pour dénoncer cette hécatombe, jamais vue dans l'histoire de ce métier, les principales organisations de défense des journalistes et de la liberté de la presse françaises appellent la profession à se rassembler, mercredi 16 avril, à 18h00, à Paris (devant l'Opéra-Bastille) et à Marseille (Vieux-Port).

Ce n'est pas courant pour un journaliste d'écrire son testament à l'âge de 23 ans. C'est pourtant ce qu'a fait Hossam Shabat, correspondant de la chaîne qatarie Al-Jazeera Moubasher dans la bande de Gaza. Le jeune homme, conscient que les bombardements israéliens sur le territoire palestinien ont drastiquement réduit l'espérance de vie des membres de sa profession, a composé un court texte, à publier s'il devait lui arriver malheur.

Ces mots ont finalement été postés sur les réseaux sociaux lundi 24 mars. "Si vous lisez ceci, cela signifie que j'ai été tué", commence le message dans lequel le reporter d'Al-Jazeera évoque ses nuits à dormir sur le trottoir, la faim qui n'a jamais cessé de le tenailler et son combat pour "documenter les horreurs minute par minute". "Je vais enfin pouvoir me reposer, quelque chose que je n'ai pas pu faire durant les dix-huit mois passés", conclut le reporter palestinien, tué par un tir de drone israélien sur la voiture dans laquelle il circulait, à Beit Lahiya, dans le nord de Gaza. Un véhicule qui portait le sigle TV et le logo d'Al-Jazeera.

En un an et demi de guerre dans l'enclave côtière, les opérations israéliennes ont causé la mort de près de 200 professionnels des médias palestiniens, selon les organisations internationales de défense des journalistes telles Reporters sans frontières (RSF), le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) et la Fédération internationale des journalistes (FIJ), en lien avec le Palestinian Journalists Syndicate (PJS). Dans l'histoire de notre profession, tous conflits confondus, c'est une hécatombe d'une magnitude jamais vue, comme le démontre une récente étude de l'université américaine Brown.

Au moins une quarantaine de ces journalistes, à l'instar de Hossam Shabat, ont été tués stylo, micro ou caméra à la main. C'est le cas de Ahmed Al-Louh, 39 ans, caméraman de la chaîne Al-Jazeera, qui a péri dans une frappe aérienne, alors qu'il tournait un reportage dans le camp de réfugiés de Nusseirat, le 15 décembre 2024. Et de Ibrahim Mouhareb, 26 ans, collaborateur du journal Al-Hadath, tué par le tir d'un char, le 18 août 2024, alors qu'il couvrait le retrait de l'armée israélienne d'un quartier de Khan Younes. Des cas soigneusement documentés par les organisations précitées.

Tous ces confrères et consoeurs portaient un casque et un gilet pare-balles, floqué du sigle PRESS, les identifiant clairement comme des professionnels des médias. Certains avaient reçu des menaces téléphoniques de responsables militaires israéliens ou bien avaient été désignés comme des membres de groupes armés gazaouis par le porte-parole de l'armée, sans que celui-ci ne fournisse de preuves crédibles à l'appui de ces accusations. Autant d'éléments qui incitent à penser qu'ils ont été délibérément visés par l'armée israélienne.

D'autres de nos collègues de Gaza sont morts dans le bombardement de leur domicile ou de la tente où ils s'étaient réfugiés avec leurs familles, comme des dizaines de milliers d'autres Palestiniens. C'est le cas de Wafa Al-Udaini, fondatrice du collectif de journalistes 16-Octobre, tuée dans une frappe sur la ville de Deir Al-Balah, le 30 septembre 2024, avec son mari et leurs deux enfants. Et de Ahmed Fatima, une figure de la Maison de la presse de Gaza, une ONG soutenue par des bailleurs européens, qui formait une nouvelle génération de journalistes.

Le 13 novembre 2023, un missile a frappé l'étage de l'immeuble où il résidait avec son épouse et leur fils de six ans, à Gaza-ville. Les parents ont réchappé à l'explosion mais l'enfant a été blessé au visage. Ahmed Fatima l'a pris dans ses bras et s'est précipité dans la rue pour l'amener à l'hôpital. À peine avait-il parcouru cinquante mètres qu'un second missile s'abattait à proximité de lui et le tuait. Six jours plus tard, le 19 novembre, le fondateur et directeur de la Maison de la presse, Bilal Jadallah, mourait à son tour dans le tir d'un char israélien sur son véhicule.

D'autres ont survécu, mais dans quelles conditions ? Le journaliste reporter d'images Fadi Al-Wahidi, 25 ans, est paraplégique depuis qu'une balle lui a sectionné la moelle épinière, le 9 octobre 2024, alors qu'il filmait un énième déplacement forcé de civils, comme l'a rapporté le média d'investigation Forbidden Stories. Wael Al-Dahdouh, célèbre correspondant d'Al-Jazeera à Gaza, a quant à lui appris la mort de sa femme et de deux de ses enfants dans un bombardement, en plein direct, le 25 octobre 2023. Pour les journalistes palestiniens, "couvrir" la mort d'un collègue ou d'un proche fait désormais partie d'une macabre routine.

Nous déplorons également la mort des quatre journalistes israéliens qui ont péri dans l'attaque terroriste menée par le Hamas le 7 octobre 2023, ainsi que celle de neuf confrères libanais et d'une consoeur syrienne lors de frappes israéliennes. Mais l'urgence est aujourd'hui à Gaza. Pour tous les défenseurs des droits humains, un constat s'impose : l'armée israélienne cherche à imposer un black-out médiatique sur Gaza, à réduire au silence, autant que possible, les témoins des crimes de guerre commis par ses troupes, au moment où un nombre croissant d'ONG internationales et d'instances onusiennes les qualifient d'actes génocidaires. Cette volonté de faire obstacle à l'information se traduit également par le refus du gouvernement israélien de laisser la presse étrangère pénétrer dans la bande de Gaza.

N'oublions pas la situation en Cisjordanie occupée, où l'on commémorera, dans quelques jours, les trois ans de la mort de Shireen Abu Akleh. La correspondante vedette d'Al-Jazeera a été abattue à Jénine, le 11 mai 2022, par un soldat israélien qui n'a eu aucun compte à rendre pour son crime. L'agression par des colons, le 24 mars dernier, de Hamdan Ballal, co-réalisateur du documentaire oscarisé No Other Land, qui a été ensuite arrêté par des soldats dans l'ambulance qui l'emmenait se faire soigner, témoigne de la violence à laquelle s'exposent ceux qui tentent de raconter la réalité de l'occupation israélienne. Elle révèle aussi l'impunité offerte quasi systématiquement à ceux qui cherchent à les faire taire.

En tant que journalistes, viscéralement attachés à la liberté d'informer, il est de notre devoir de dénoncer cette politique, de manifester notre solidarité avec nos collègues palestiniens et de réclamer, encore et toujours, le droit d'entrer dans Gaza. Si nous demandons cela, ce n'est pas parce que nous estimons que la couverture de Gaza est incomplète en l'absence de journalistes

occidentaux. C'est pour relayer et protéger, par notre présence, nos confrères et consoeurs palestiniens qui font preuve d'un courage inouï, en nous faisant parvenir les images et les témoignages de la tragédie incommensurable actuellement en cours à Gaza.

Un large collectif composé des principaux syndicats de journalistes (SNJ, SNJ-CGT et CFDT-Journalistes), de Reporters sans frontières, du Prix Albert Londres, de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), de la Fédération européenne des Journalistes (FEJ), du collectif Reporters solidaires et de la commission journalistes de la SCAM vous invite donc à vous rassembler, le mercredi 16 avril, à 18h, devant les escaliers de l'Opéra-Bastille, à Paris et sur le Vieux-Port à Marseille, autour des mots d'ordre suivants :

Gaza

Stop au massacre des journalistes palestiniens

Halte à l'impunité des auteurs de ces crimes

Ouverture immédiate de ce territoire à la presse internationale

Avec le soutien des sociétés de journalistes suivantes (par ordre alphabétique) :

Société des journalistes de l'AFP

Société des journalistes d'Arrêt sur Images

Société des journalistes de Arte

Société des journalistes de BFM TV

Société des journalistes de Blast

Société des journalistes de Capital

Société des journalistes de Challenges

Rédaction du Courrier de l'Atlas

Société des journalistes de Courrier International

Société des journalistes du Figaro

Société des journalistes de France 2 Rédaction nationale

Société des journalistes de France 3 Rédaction nationale

Société des journalistes de France 24

Société des journalistes de FranceInfo TV et franceinfo.fr

Rédaction de Là bas si j'y suis

Société des personnels de l'Humanité

Société des journalistes de L'Informé

Société des journalistes de Konbini

Société des journalistes de LCI

Société des journalistes et du personnel de Libération

Société des journalistes de M6

Société des journalistes de Mediapart

Société des rédacteurs du Monde

Société des rédacteurs du Nouvel Observateur

Rédaction de Orient XXI

Société des journalistes du Parisien

Société des journalistes de Politis

Société des journalistes de Premières Lignes TV

Société des journalistes de Radio France

Société des journalistes de Radio France Internationale

Société des journalistes de RMC

Rédaction de Saphirnews

Société des journalistes de Sept à Huit

Société des journalistes de Telerama

Société des journalistes de TF1

Société des rédacteurs de La Tribune

Société des journalistes de TV5 Monde

Société des journalistes de L'Usine Nouvelle

Société des rédacteurs de La Vie

Société des journalistes de 60 millions de consommateurs

Association des Journalistes Antiracistes et Racisté·e·s

Associations des journalistes de l'environnement